



POUR LES MISSIONS DE SERVICE PUBLIC, L'EMPLOI, LESSALAIRES, LA PROTECTION SOCIALE COLLECTIVE TOUTES ET TOUS MOBILISE-E-S LE 22 MARS

Les politiques menées par le gouvernement et le Président de la République aggravent une situation où déjà, que ce soit dans les administrations de l'État, dans les hôpitaux publics et dans les collectivités territoriales, on ne compte plus les services fonctionnant dans des conditions dramatiques, sans les moyens nécessaires – qu'ils soient humains ou budgétaires – et dans lesquels les conditions de travail sont détériorées comme jamais.

Le gel de la valeur du point est maintenu, le jour de carence rétabli, l'injuste hausse de la CSG mal compensée, les coupes budgétaires et suppressions d'emplois confirmées. De nouveaux projets viennent encore noircir un tableau pourtant déjà bien sombre.

Aujourd'hui, l'avenir de pôle emploi est remis en cause. Nous subissons en 2018 une baisse de 50 millions d'euros (sur les 1,5 milliards d'euros d'économie sur le ministère du travail) entraînant la **suppression de 297 postes CDI, dont 64,8 en Ile de France et 1700 CUI-CAE**. Il est prévu, pour 2019 – 2022, **une perte de 4 milliards d'euros** pour le ministère du travail. De plus, la loi de finances de la sécurité sociale votée en décembre 2017 implique **la suppression des cotisations salariales Assurance chômage au 1^{er} octobre 2018 et la diminution des cotisations patronales Assurance chômage au 1^{er} janvier 2019**. Or l'UNEDIC est entièrement financée par les cotisations.

Nos statuts, nos missions et nos emplois sont en danger !

POLE EMPLOI, OPERATEUR PUBLIC, N'EST PAS EPARGNÉ !

La situation des agents de Pôle emploi, privés et publics, n'est pas différente de celle des cheminots, des fonctionnaires et des salariés de la protection sociale. Nos revendications sont les mêmes !

Le gouvernement tente de nous faire croire que chaque travailleur est un privilégié comparé à un autre. C'est la division qui est recherchée ! Ne soyons pas dupes et exigeons le meilleur pour tous !

- ◆ Augmentation générale des salaires, dégel de la valeur du point d'indice dans la fonction publique. Rattrapage des pertes subies pour tous
- ◆ Retrait de la classification applicable au 1er juillet (entraînant une remise en cause des qualifications et le blocage des évolutions de carrière) et réouverture des négociations
- ◆ L'arrêt des suppressions de postes et recrutements en CDI sur l'ensemble des missions et des services
- ◆ L'embauche en CDI de tous les CDD (y compris les contrats aidés de Pôle emploi ... et sûrement pas leur substitution par des services civiques !) et arrêt des recrutements en contrats précaires
- ◆ Titularisation dans la fonction publique des agents de droit public
- ◆ Egalité professionnelle Femme/Homme. La Direction doit instaurer un budget dédié à résorber les inégalités actuelles et cesser de se servir dans l'enveloppe des promotions
- ◆ La prise en charge du jour de carence pour les agents publics comme Pôle Emploi le fait pour les agents privés
- ◆ Suppression de tous les moyens de contrôle sur les agents : ORS, ESA, pilotage par les résultats, ...

TOUTES ET TOUS EN GREVE ET EN MANIF LE 22 MARS

RV POUR UN CORTÈGE COMMUN À 14H
À L'ANGLE DU BD DE BERCY ET DE LA RUE CORBINEAU